



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral portant mise en demeure

N°DCL-BRENV-2025- 276 - 2

SOCIÉTÉ ICPF

Siège administratif :

68, quai du commerce

71600 Paray-le-Monial

Site d'exploitation :

68, quai du commerce

71600 Paray-le-Monial

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5, R. 171-1 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1934 autorisant la société Rollin et Dupret à exploiter une usine de créosotage et d'entaillage de traverses de chemins de fer au lieu-dit : « Les Eaux Mortes » sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 85-250 du 6 septembre 1985 complétant les prescriptions de la société Rollin et Dupret dans le cadre de la mise en place d'une tranchée drainante destinée à capter la créosote en transfert et présente dans la nappe sous-jacente au droit de son site ;

Vu la déclaration en date du 1^{er} juillet 1997 par laquelle la société ICPF sollicite le changement d'exploitant à son profit des installations de créosotage exploitées jusqu'à lors par la société Rollin et Dupret sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 03/3779/2-3 du 10 décembre 2003 prescrivant à la société ICPF la surveillance des résurgences de polluants au niveau de la rivière « Bourbince » et la mise en place d'un dispositif permettant de les contenir et de les capter ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 05/106/2-3 du 13 janvier 2005 prescrivant à la société ICPF un ensemble de prescriptions complémentaires en lien avec ses activités (surveillance des eaux souterraines, stockages, accès, équipements abandonnés, déchets, entretien et maintenance des installations) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006/3015 du 19 octobre 2006 prescrivant à la société ICPF un ensemble de prescriptions complémentaires pour le démantèlement des installations, le confinement des terres, le traitement des eaux souterraines et la gestion des eaux pluviales ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015042-0003 du 11 février 2015 prescrivant à la société ICPF la mise à jour de ses études d'impacts et la mise en œuvre de mesures de prévention de la pollution accidentelle ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015042-0004 du 11 février 2015 prescrivant à la société ICPF la réalisation d'études permettant de connaître l'état de pollution du site, les mécanismes de son transfert et les mesures de gestion envisageables ;

Vu le rapport du 8 août 2025 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de la société ICPF sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du même code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'inspection des installations, en date du 15 mai 2025, a permis de constater le non-respect des prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1985 pré-cité et en particulier :

- Les eaux ainsi décantées devront être réinjectées dans le sol à la limite Sud du chantier, au moyen d'ouvrages (puits ou tranchées) dimensionnés de telle sorte qu'ils soient capables d'absorber, en permanence, la totalité du débit traversant les décanteurs. En aucun cas, ces eaux ne seront rejetées dans le fossé ;

Considérant que l'inspection des installations, en date du 15 mai 2025, a constaté que les eaux décantées n'étaient pas réinjectées mais rejetées au fossé puis au milieu naturel ;

Considérant que ces eaux sont issues d'un dispositif de décantation d'eaux souterraines polluées à la créosote, et que la qualité de ces eaux décantées n'est pas connue ;

Considérant que la créosote est un produit extrêmement dangereux inscrit à l'annexe XVII "liste des restrictions" du règlement REACH. A titre d'information, la Créosote EN 13991 Grade C actuellement utilisée sur le site est notamment classée, au titre du règlement CLP comme :

- Cancérogénicité, Catégorie 1B (H350: Peut provoquer le cancer)
- Toxicité pour la reproduction, Catégorie 1B (H360F: Peut nuire à la fertilité) et Catégorie 2 (H361d: Susceptible de nuire au fœtus)
- Danger par aspiration, Catégorie 1 (H304: Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires)
- Danger à court terme (aigu) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H400: Très toxique pour les organismes aquatiques.)

- Danger à long terme (chronique) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H410: Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme) ;

Considérant alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 de ce même code n'est pas démontrée ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société ICPF de respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1985 susmentionné ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société ICPF (SIRET n° 412 431 298 00014), dont le siège social est situé sur la commune de Paray-le-Monial (71600), au 68, quai du commerce, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

I – Dans **un délai de deux mois (2 mois)** à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder à la caractérisation des eaux refoulées par l'unité de traitement et rejetées au fossé. Ces résultats seront transmis à l'inspection dans un délai d'1 semaine à compter de leur réception ;

II – Dans **un délai de quatre mois (4 mois)** à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder à la mise en conformité de son dispositif de gestion des eaux traitées issue de l'unité de traitement. Un justificatif de cette mise en conformité est transmis à l'inspection dans un délai d'1 semaine à compter de celle-ci ;

Article 2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société ICPF.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Publication et notification

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ICPF.

Article 5 – Exécution et copies

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de Paray-le-Monial, le chef de l'unité territoriale d'itinéraire de Saône-et-Loire des voies navigables de France de Bourgogne-Centre, le directeur départemental de Saône-et-Loire de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, le chef du service départemental (basé à Blanzay) de l'office français pour la biodiversité de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté et dont copie leur sera faite ainsi qu'à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 03 OCT. 2025

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

